

Madae, Mammer,

Si le monde est en perpétuel changement, l'ampleur et l'accélération des bouleversements que nous traversons, accentués par la crise sanitaire, sont inédites. Nos modes de vie sont bousculés, le numérique se surimpose dans nos quotidiens, la dégradation de la biosphère approche un stade de non-retour, tandis que les inégalités économiques, sociales et de santé continuent de se creuser, comme celles entre les territoires. Nous sommes tous concernés par ces changements majeurs, qui prennent parfois la forme de dérèglements sérieux. Comme souvent, certains sont davantage percutés. De notre capacité à les accompagner dépend en partie la solidité de notre pacte social.

Face à ces défis immenses, notre responsabilité collective l'est tout autant. Là où nous sommes, nous avons chacun un rôle à jouer. Citoyens, associations, acteurs économiques, collectivités locales, nous devons tous nous mobiliser pour inventer un destin commun et se mettre à la hauteur du plus grand défi de notre génération : celui d'assurer à nos enfants les droits essentiels et la qualité, comme l'accès, à nos biens communs.

Le Département doit prendre toute sa part dans cette transition essentielle et nécessaire. Garant des solidarités humaines et territoriales, il lui revient d'amortir les chocs et d'anticiper l'avenir. Or, depuis six ans, la majorité départementale a fermé les yeux sur les transformations à l'œuvre, refusant de comprendre les enjeux du désordre écologique.

Elle s'est repliée sur une gouvernance autoritaire, oubliant d'associer les acteurs de terrain aux décisions publiques. Elle s'est contentée de gérer, et parfois pire, de démanteler les dispositifs de solidarité, niant le besoin d'innovation dans le champ social. Par manque de vision, au lieu de prendre de l'avance, l'Isère a pris du retard.

Le temps est venu de prendre un virage décisif. Nous sommes persuadés que la préservation de notre environnement naturel et agricole, la protection de la biodiversité, conditionnent notre avenir. Nous sommes convaincus que l'égal accès de tous à la santé et à la protection sociale du plus jeune jusqu'au plus grand âge n'est pas négociable. Nous sommes déterminés à défendre, sans concession, le droit pour tous à l'éducation, à la culture et aux sports pour permettre à chacun de s'émanciper, créer des liens et trouver toute sa place dans le monde de demain.

C'est fort de ce socle commun que toutes les forces de gauche et écologistes sont aujourd'hui réunies. Pour accompagner les transitions sociales, écologiques et démocratiques, pour faire de l'Isère un territoire plus résilient, résistant et solidaire, le 20 juin prochain, dessinons ensemble un nouvel avenir commun en Isère!

Enne per l'IRR!















place publique



propositions pour l'Isère et pour les grenobloises et grenoblois

Renforcer les solidarités

- Mettre en place un «RSA Jeune» pour les 18-24 ans sans ressources dès 2022
- «Mon médecin près de chez moi»: renforcer le soutien aux centres de santé associatifs aux côtés de la médecine libérale
- Accompagner la parentalité : soutien et création de crèches associatives et parentales, aide aux familles monoparentales
- Accompagner les personnes âgées et/ou en situation de handicap par le maintien à domicile, la modernisation des EHPAD et des habitats partagés innovants
- Faire de la question de l'égalité femme homme et de la protection des femmes et enfants victimes de violence une priorité du département



Engager les transitions

- **Économie locale**: plan de 100 millions d'euros pour la rénovation thermique de logements sociaux, des bâtiments publics, l'accompagnement des projets agricoles, la sanctuarisation des terres agricoles et la préservation de la biodiversité
- Imaginer avec les habitants et les communes concernées l'inscription du site de la Bastille comme espace de préservation de la bio-

diversité, sports et bien-être, culture et patrimoine

- Territoires de montagne : accompagner le tourisme durable et la diversification des activités pour sortir de la dépendance à la neige
- Promouvoir les politiques alternatives à la voiture en soutenant l'offre de transports en commun et le développement des mobilités douces
- Viser le 100 % bio et/ou local et augmenter le nombre de repas végétariens dans les cantines des collèges



Pierre-Didier Tchétché

TITULAIRE / 53 ANS. Chargé de mission solidarités dans la fonction publique, l'éducation populaire a été un terrain d'expériences où s'est construit au fil du temps mon engagement contre toutes les formes d'exclusion. Je suis aujourd'hui membre bénévole de plusieurs associations engagées dans la solidarité internationale et dans la promotion de l'éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble.

Amandine Germain

TITULAIRE / 40 ANS. Actuelle conseillère départementale du canton et co-présidente du groupe socialiste, engagée depuis toujours pour une société permettant à chacun de grandir et se réaliser librement, je défends deux priorités indissociables: la justice sociale et la justice climatique. Durant ce mandat, j'ai porté ces sujets, et je me suis attachée à être présente dans la proximité auprès des acteurs locaux et des habitants.

Favoriser l'émancipation et revitaliser la démocratie

• Favoriser la mixité sociale dans les collèges en réinterrogeant la carte scolaire, incluant de possibles relocalisations d'établissements et/ou filières d'excellence



- Co-construire dans les collèges des projets pour l'éducation au numérique et la prévention face aux dérives des réseaux sociaux, l'éducation artistique et culturelle et la découverte de la montagne; accompagner la mise de place de « sentinelles anti-harcèlement » dans les collèges
- Offrir 100€ de bons rentrée aux élèves des collèges pour s'inscrire en 2021 à une activité sportive et/ou culturelle et soutenir ainsi les associations
- Soutenir l'installation du Musée de la Résistance et de la Déportation au sein du Palais du Parlement, en réaffirmant sa fonction majeure de « Maison des droits de l'Homme »
- Mettre en place des conventions citoyennes sur les sujets engageant le Département à long terme, interpellation citoyenne par voie de pétition, budget participatif de 2 millions d'euros répartis sur le territoire



Bernard Macret

REMPLAÇANT / 67 ANS. Fort de mon expérience de travailleur social, de militant associatif et d'élu, je m'engage avec le printemps isérois pour porter la transition écologique, la justice sociale, l'éducation, la protection sociale auprès des plus précaires, des personnes en perte d'autonomie, et la lutte contre toutes les discriminations au cœur de l'action du Département.



Émilie Borel

REMPLAÇANTE / 34 ANS. Conseillère en formation, je suis convaincue que l'éducation et la formation tout au long de la vie sont des leviers essentiels pour permettre à chacun de s'émanciper. Citoyenne à l'écoute, habitante du Village Olympique et défendant les valeurs de solidarités et de justice sociale, j'ai à cœur de faire entendre la voix des habitants des quartiers populaires.